

Publié le 03/07/2009 08:31 - Modifié le 03/07/2009 à 11:42 | **Silvana Grasso**

Des salariés du public dénoncent le projet de loi de mobilité

Social. Une centaine de salariés du public mobilisés hier à Toulouse.



Des salariés du secteur public ont investi la banque Dexia. Photo DDM, Alice Nouzies

Ils étaient plus d'une centaine de salariés du secteur public à s'être rassemblés hier matin pour dénoncer le projet de loi contre la mobilité, qui doit être examiné cet été par le gouvernement. Le groupe de manifestants s'est ensuite rendu chez Dexia, banque franco-belge, ancien Crédit local de France. « Cette banque a été sauvée de la crise par l'injection de six milliards d'€ par la France, mais avec 900 suppressions d'emploi », remarque Michaël Casas, responsable de l'Union départementale de la CGT de la Haute-Garonne. Ce lieu incarne les aspects régressifs de cette logique qui conduit à un chômage de masse, reprend Michaël Casas. Nous exigeons qu'un des responsables transmette nos revendications à la préfecture ». Le responsable syndical reprend : « Ce projet de loi vise à casser le statut de la fonction publique. L'article 7 de ce projet de loi ouvre la possibilité de mettre au chômage d'office sous le motif de « disponibilité forcée », et sans aucun traitement, tout salarié qui dans le cadre d'une restructuration aura refusé à trois reprises un poste ». Il poursuit : « Des postes qui peuvent se faire n'importe où géographiquement et cumuler plusieurs temps partiels ». « Un moyen de licencier encore plus sous couvert de la crise », note Fabrice, stagiaire au centre des impôts.